



DEPARTEMENT DU NORD  
-----  
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe  
-----  
Canton de Fourmies  
-----

## MAIRIE DE MOUSTIER EN FAGNE

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU SAMEDI 21 SEPTEMBRE 2019 à 09h00  
Convocation du 13 septembre 2019

**L'an deux mil dix neuf, le vingt et un septembre**, à neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Moustier en Fagne, se sont réunis, en séance ordinaire, sur convocation régulière (du 13 septembre 2019), sous la présidence de Monsieur Jean-Michel HANCART, Maire.

**Nombre de conseillers en exercice : 7**

**Etaient présents** : Jean-Michel HANCART, Frédéric HOUARD, Cédric COVIN, Dominique BOUTON, Denis DEMARET.

**Absent ayant donné procuration** : Néant.

**Absents excusés** : Fabian LINARD, Damien DESJARDIN.

**Secrétaire de séance** : Dominique BOUTON.

*Il est ensuite passé à l'ordre du jour :*

\*\*\*\*\*

### **1- : Approbation du rapport d'activité 2018 de la CCSA**

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que lors de la séance du Conseil Communautaire de la CCSA du 17 juin 2019, son Président a exposé :

- que la réalisation du rapport d'activités répond à l'obligation prévue par la loi n°99-589 du 12 juillet 1999 qui impose aux EPCI comportant au moins une commune de plus de 3.500 habitants, d'adresser annuellement avant le 30 septembre au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de la communauté de communes.

- que le maire doit en donner communication au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de la communauté de communes, sont entendus.

Vu l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R125-3 du Code de l'Environnement qui impose à la collectivité compétente de produire un rapport annuel contenant les informations relatives à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés sur son territoire,

Après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- PREND connaissance de ce rapport retraçant l'ensemble des activités liées aux compétences de la Communauté de Communes durant l'exercice 2018,
- APPROUVE le rapport d'activités 2018 de la CCSA.

### **2- Adhésion à l'Agence d'Ingénierie Départementale du Nord**

Vu la dissolution de l'association « Agence Technique Départementale du Nord » au 31 décembre 2016,

Vu la création de l'Agence d'Ingénierie Départementale du Nord, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, sous la forme d'un établissement public administratif,

Vu les statuts de cette nouvelle Agence et notamment son article 6 qui dispose que : « Toute commune ou établissement public intercommunal du département du Nord peut devenir membre de l'agence, en adoptant par délibération, et sans réserve, les présents statuts »,  
Considérant l'intérêt pour la commune d'une telle structure,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **DECIDE** :

- d'adhérer à l'Agence d'Ingénierie Départementale du Nord ;
- d'approuver les statuts fixant les principes et les règles de fonctionnement de l'Agence ;
- d'approuver le versement de la cotisation dont le montant sera inscrit chaque année au budget de la commune ;
- de désigner Monsieur Jean-Michel HANCART comme son représentant titulaire à l'Agence, et Monsieur Dominique BOUTON comme son représentant suppléant.
- Autorise le Maire à prendre toutes les décisions et à signer tous les documents concrétisant cette décision.

### **3- Attributions heures complémentaires**

**Monsieur le Maire** expose à l'assemblée que la Direction Générale des Finances Publiques souhaite qu'une délibération fixe le cadre des attributions des heures complémentaires pour les agents à temps non complet.

Il est rappelé que les agents à temps non complet sont ceux recrutés sur la base d'un temps de travail inférieur à 35 heures hebdomadaires.

Selon les circonstances, et afin d'assurer la continuité du service public, ils peuvent, sur demande de l'autorité territoriale ou du chef de service, être amenés à effectuer des heures en dépassement de leur temps de travail hebdomadaire. Ces heures effectuées, sans que la durée totale du temps de travail n'excède 35 heures par semaine, sont des heures complémentaires ; elles sont rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

En conséquence, les collectivités ayant recours de façon habituelle, aux heures complémentaires, devront produire chaque année, une délibération indiquant les emplois concernés et fixant une limite.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à avoir recours aux heures complémentaires.

Ces heures complémentaires pourront concerner tous les agents de catégorie B et C à temps non complet, titulaires, stagiaires ou non titulaires.

**Le Conseil Municipal**, *Après en avoir délibéré*, et à l'unanimité, **autorise** Monsieur le Maire à recourir aux heures complémentaires en cas de besoin dans les conditions évoquées ci-dessus.

### **4- Recensement de la population 2020 : Nomination et rémunération de l'agent recenseur.**

**Le Conseil Municipal**, *après en avoir délibéré*, à l'unanimité,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions pour assurer le bon déroulement des opérations de recensement 2020 et qu'il appartient à la commune de fixer la rémunération de l'agent recenseur qui effectuera les opérations de collecte,

**DONNE** délégation à Monsieur le Maire pour l'organisation des opérations de recensement de la population 2020,

**DECIDE** le recrutement d'un agent recenseur,

**ACCEPTE** la proposition de Monsieur le Maire de faire appel à la secrétaire de mairie,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à recourir à des heures complémentaires attribuées à la secrétaire de mairie en exercice pour effectuer les opérations de collecte,  
**ESTIME** à 20 heures complémentaires l'accomplissement des opérations de recensement,  
**S'ENGAGE** à inscrire au budget primitif 2020 la dotation forfaitaire qui sera imputée au chapitre 74 (dotations et participations), article 7484 (dotation de recensement).

## **5- Motion pour la sauvegarde des services publics.**

Monsieur le Maire porte à la connaissance de l'Assemblée le courrier envoyé par Monsieur le Ministre de l'action et des Comptes Publics concernant la concertation lancée visant à une réorganisation de l'administration fiscale d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

L'arrondissement d'Avesnes sur Helpe compte actuellement 10 trésoreries mixtes de plein exercice pour 151 communes et 5 hôpitaux représentant 429 budgets au total.

Au travers de l'exercice de leurs missions fondamentales, elles lient les communes et les agents des trésoreries dont l'expertise, la connaissance du terrain, la veille comptable et juridique et le rôle de conseil et de facilitateur sont essentiels, en particulier pour les communes de notre arrondissement, principalement rurales qui ne sont pas pourvues de services de gestion comptable et financier.

Ce service essentiel pour nos populations permet le paiement des produits locaux, le paiement de l'impôt, la prise en compte des situations particulières. Elles sont enfin un des derniers gages de la présence de l'Etat sur les territoires.

Les éléments qui sont portés à ce jour à notre connaissance laissent apparaître une diminution des effectifs dans le cadre de « la géographie revisitée » et du plan Darmanin de plus de 50% dans les services fiscaux, fonciers, la gestion publique par les restructurations et suppressions engendrées.

Les 10 trésoreries (Avesnes sur Helpe, Bavay, Berlaimont, Fourmies, Hautmont, Jeumont, Le Quesnoy, Maubeuge, Solre le Château, Trélon) disparaîtraient au profit :

- *d'un service de gestion comptable à Avesnes/Helpe qui concentrerait les actuelles tâches de gestion effectuées par les trésoreries,*
- *de la création de 4 postes conseillers des collectivités locales basés à Avesnes sur Helpe, Fourmies, Le Quesnoy et Maubeuge dont l'espace de travail au sein de leur territoire de compétence reste à définir,*
- *et des 12 accueils de proximité, ou lieux de « permanences » très limités dans le temps, destinés à recevoir les usagers, lieux qui devraient être à terme au sein du réseau « France Service », actuellement Maison des Services Au Public, 2 seules existant sur notre territoire (Solre le Château et Anor, pilotée par le Groupe « La Poste »).*

Cette réforme prévoit également la suppression de services fiscaux actuellement implantés à Maubeuge et Avesnes :

- *L'antenne de pôle de contrôle et d'expertise de Maubeuge,*
- *L'antenne du pôle de contrôle des revenus patrimoniaux de Maubeuge,*
- *L'antenne de pôle topographique, géométrie et cadastre d'Avesnes sur Helpe,*
- *Le service de publicité foncière d'Avesnes sur Helpe,*
- *Le service des impôts des entreprises de Maubeuge.*

Enfin, les services de gestion hospitalière d'Avesnes sur Helpe, Fourmies, Le Quesnoy, Maubeuge et Solre le Château seraient traités à Maubeuge (qui accueillerait également d'autres services puisqu'il restera 3 services traitant de cette mission Lille, Maubeuge.. et St Omer). Aucune indication n'est donnée à ce jour pour nos Maisons de retraite et nos EHPAD.

L'essentiel des services présents disparaîtrait ainsi, il est important de prendre en compte le caractère rural de notre arrondissement et de stopper net la disparition des services publics enclenchée depuis trop d'années.

La suppression de services fiscaux actuellement implantés à Avesnes, Maubeuge et Le Quesnoy, et notamment le service des impôts des entreprises de Maubeuge, va à l'encontre des besoins de notre territoire dont le dynamisme économique doit être accompagné au plus près du terrain.

Le paiement et le recouvrement des Impôts en numéraire (jusqu'à 300 €) et en cartes bleues (montant illimité) par les contribuables devra être fait auprès des buralistes (le marché public ayant été remporté par la FDJ) à compter du 1er juillet 2020. L'accueil du public dans les sites des Finances Publiques qui subsisteront va progressivement être généralisé sur rendez-vous.

**Notre conseil municipal n'est pas favorable :**

- à la suppression des trésoreries et des services fiscaux de proximité et de plein exercice,
- à la dégradation des services rendus aux usagers et aux collectivités locales,
- à la suppression massive d'emplois d'agents des finances publiques sur notre territoire.

**Le conseil municipal souhaite :**

- que les trésoreries et services existants soient pérennisés et confortés,
- le maintien des emplois existants,
- que la DGFIP accompagne réellement notre territoire.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

➡ demande à ce que le projet actuel de réorganisation du réseau de la DGFIP soit élaboré en pleine concertation avec les territoires en fonction de leurs besoins réels.

➡ souhaite, sur la base de diagnostics partagés incluant les aspirations et les contraintes des territoires ruraux, un dialogue effectif ayant réellement et uniquement l'ambition de garantir la qualité du service rendu aux citoyens, aux collectivités et aux entreprises.

**6- INFORMATIONS – QUESTIONS DIVERSES**

✕ Information fibre optique : Réunion à Solre le Château.

**L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 11 H 45.**

Suivent les signatures.

Jean-Michel HANCART  
Dominique BOUTON

Frédéric HOUARD  
Denis DEMARET

Cédric COVIN

Vu, le Maire